



**A registered Political Party  
ECI Registration No. 56/89/2011/PPS-I**

## **LE MANIFESTE DE MAI HEE BHARAT**

**Dr. Subodh Chandra Roy, M.Sc., Ph.D., LL.B.  
Président National**

Bharat, c'est-à-dire l'Inde, se proclame nation indépendante, souveraine et démocratique. Un principe fondamental de la démocratie dicte une gouvernance selon la volonté de la majorité, exigeant la réalisation de ses désirs. Si nous acceptons Bharat comme une démocratie fonctionnelle, alors tout ce qui s'y passe doit être interprété comme une manifestation directe de cette volonté majoritaire. Par conséquent, la faim omniprésente, l'illettrisme, le chômage et la mauvaise santé qui affligent des millions de personnes, les actions capricieuses et arbitraires de l'État, drapées d'autorité légale, et la corruption endémique et généralisée qui imprègne tous les niveaux de la société – tout cela exige notre silence absolu et inconditionnel. Car, si cette mascarade de démocratie recèle une once de vérité,

alors aucune de ces réalités abominables ne pourrait exister sans notre consentement collectif et explicite.

De même qu'un père assure la subsistance de sa famille, les agriculteurs nourrissent la nation entière. Cela élève logiquement la communauté agricole collective au titre légitime de « Père de la Nation ». Pourtant, lorsque nous sommes confrontés à l'horrible réalité de centaines de milliers d'agriculteurs poussés au suicide par la faim et les dettes, où ce Bharat soi-disant démocratique peut-il bien cacher son ignominie totale? Cette contradiction flagrante n'admet qu'une seule explication: sous le couvert de la démocratie, le peuple de cette nation est soumis à une continue et méprisable mascarade.

Avant d'aborder le cœur du problème, examinons le problème omniprésent de la corruption. Le public réclame son éradication à tout prix, la citant comme le principal obstacle au progrès national. Des demandes sont faites pour le rapatriement de milliards de roupies illégalement détournées hors du pays. Mais ici, une question cruciale se pose : cela implique-t-il que la majorité de cette nation est intrinsèquement malhonnête? Comment un tel système pourrait-il persister au sein d'une prétendue démocratie? De telles sommes ne pourraient être transférées à l'étranger sans passer par les voies légales établies, impliquant le consentement implicite de la majorité à ce pillage même. C'est une vérité que l'on ne peut remplir un tonneau percé, et pourtant nous persistons à verser de

l'eau précisément dans un tel récipient. En refusant de réparer ou de remplacer ce système défectueux, nous garantissons un gaspillage continu et généralisé.

Mais de même que le sel ne peut être purgé de sa salinité, la corruption ne peut être éradiquée de cette nation. C'est parce que l'injustice constitue le fondement même de cet État. Pour comprendre cela, nous devons examiner le véritable objectif des règles et des règlements que nous appelons « lois ». Pendant des siècles, les Britanniques ont gouverné cette terre avec un seul objectif : l'exploitation et le pillage sans entrave de ses ressources. Tout comme on pourrait lier les membres d'un corps pour tirer le sang plus facilement, le peuple de Bharatvarsha était lié par une multitude de lois. Ces lois les ont effectivement transformés en esclaves de l'Empire britannique.

Malgré cette oppression, nombreux furent ceux qui osèrent rêver d'indépendance, endurant des tortures indescriptibles, y compris l'exécution par pendaison. Les dirigeants coloniaux ne montrèrent aucun remords lors du massacre de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents et non armés à Jallianwala Bagh au Pendjab, un carnage perpétré par des tirs indiscriminés. On nous a dit que cet acte horrible avait été mené entièrement « conformément à la procédure légale établie ». Il est crucial de se rappeler que ces « lois » ont été élaborées par le Parlement britannique dans le but exprès d'extirper toute notion de liberté et d'indépendance de l'esprit des habitants de cette terre.

D'innombrables livres proclament que le 15 août 1947, le territoire appelé « Inde » est apparu comme une nation indépendante, réalisant les rêves de nos vénérés combattants pour la liberté. Cependant, un examen plus attentif révèle que ce jour-là, à l'instar d'innombrables autres lois britanniques, seule une autre loi – l'« Indian Independence Act, 1947 » – est entrée en vigueur. Interrogés, pratiquement personne n'a affirmé avoir personnellement vu cette loi. Ils ont simplement lu dans les journaux ou entendu à la radio que le pays était devenu « indépendant » ce jour-là. En réalité, cette loi n'a pas établi l'« Inde » comme un pays indépendant. Au sein de l'ancien territoire britannique de l'« Inde », la loi a simplement créé deux « nouveaux dominions » : l'« Inde » et le « Pakistan ». Là où il y avait auparavant une seule colonie, l'« Inde », elle a simplement été divisée en deux parties – créant essentiellement deux colonies pour des raisons de commodité administrative, qualifiées de « nouveaux dominions » dans le langage juridique. Surtout, la loi stipulait que le pouvoir de choisir le chef de l'exécutif de chaque dominion – le gouverneur général – ne revenait pas au peuple du dominion respectif. Au lieu de cela, le monarque britannique nommait le gouverneur général, comme indiqué explicitement à la section 5 de l'Indian Independence Act, 1947.

Il est frappant de constater que, bien que la loi soit intitulée « Indian Independence Act », le mot « indépendance » lui-même n'apparaît nulle part dans son texte. Un an auparavant, en 1946, le gouvernement

britannique avait créé l'Assemblée constituante pour rédiger une constitution pour le dominion. Il est essentiel de se rappeler qu'aucun des membres de cette Assemblée constituante n'était « citoyen de l'Inde ». Le terme « citoyen de l'Inde » est apparu pour la première fois dans la « Constitution de l'Inde », entrée en vigueur le 26 janvier 1950. Jusqu'à cette date au moins, tous les habitants du territoire britannique étaient légalement des sujets britanniques. Par conséquent, tout ce qui est contenu dans cette Constitution était intrinsèquement soumis à la volonté du monarque britannique. Cette même Constitution reste la loi suprême du pays, et même si on le souhaitait, elle ne peut pas être remplacée par une nouvelle par les citoyens libres de ce pays. En effet, toute tentative de remplacement de la Constitution serait bloquée par une décision de la Cour suprême interdisant les amendements à ses « caractéristiques fondamentales ». Et n'oublions pas que la Cour suprême elle-même a été créée en vertu d'une disposition de cette même Constitution.

Cela signifie que les anciens maîtres coloniaux ont également dicté les mécanismes précis pour nous gouverner. Compte tenu de cette réalité, où est notre indépendance? Pour illustrer cela plus clairement, prenons cette analogie : imaginez une vente de terrain où le vendeur stipule qu'il construira, par sa « bienveillance », une cabane sur le terrain, et que l'acheteur, après l'achat, est obligé de vivre dans cette cabane. L'acheteur peut réparer la cabane si nécessaire, mais il lui est strictement interdit de la

démolir – c'est-à-dire d'en modifier les « caractéristiques fondamentales » – et de construire, par exemple, une maison en béton. Si cette condition persiste après la conclusion de la vente, alors, aux yeux de la loi, la vente est nulle, car le contrôle du vendeur sur le terrain n'a pas été entièrement abandonné.

Admettons que, pendant la période tumultueuse où ce sous-continent connaissait d'immenses bouleversements, accepter une telle condition ait pu sembler être la seule façon de gérer la crise. Cependant, dans ce cas, la Constitution devait inclure un article stipulant explicitement qu'après l'« indépendance », le Parlement aurait le pouvoir de ratifier la Constitution et, si nécessaire, d'en créer une nouvelle pour remplacer l'ancienne. Comme il est manifestement clair, aucun article de ratification de ce type n'existe dans la Constitution. Cela signifie qu'une Constitution conçue pour le Dominion britannique connu sous le nom d'« Inde », et convenant au monarque britannique, a été imposée au peuple comme loi suprême du pays. Cela contraste fortement avec les rêves de nos estimés combattants pour la liberté, qui cherchaient à libérer le peuple de Bharat de la domination et de l'exploitation britanniques. L'exigence fondamentale de cette libération était de démanteler les chaînes oppressives fabriquées par les Britanniques, connues sous le nom de « lois », qui étaient conçues pour maintenir les sujets britanniques dans un état de sujétion perpétuelle.

Même après le 15 août 1947, et même après le 26 janvier 1950, la majorité des lois d'origine britannique sont restées en vigueur sur le territoire maintenant connu sous le nom d'« Inde ». Grâce à des dispositions de la « Constitution », ces lois d'origine britannique ont reçu un nouveau souffle, maintenant les mêmes contraintes qui avaient maintenu la population immobile pendant des siècles. Par conséquent, le pays continue d'être impitoyablement pillé, les gens étant habilement piégés par des lois qu'ils comprennent à peine. Les estimations actuelles suggèrent qu'environ trente millions d'affaires sont en instance devant les tribunaux indiens à un moment donné. En supposant qu'au moins dix personnes soient directement ou indirectement affectées par chaque affaire, cela signifie que près de trois cents millions de personnes à Bharat sont perpétuellement accablées par des angoisses juridiques. Il n'est donc pas surprenant que leur situation ne s'améliore pas, malgré la rhétorique constante sur la soi-disant « croissance inclusive » que nous entendons année après année.

Le fait que nous n'ayons pas encore atteint la véritable libération est évident dans notre vie quotidienne. Avant le 15 août 1947, les manifestations non violentes et violentes contre la domination britannique étaient monnaie courante, et la police royale répondait systématiquement par une persécution brutale des combattants pour la liberté. Cela était compréhensible à l'époque, car la police, en tant que serviteurs de la Couronne, était obligée d'agir sans pitié pour protéger

les intérêts du souverain. Cependant, il est profondément troublant que des atrocités policières similaires restent répandues même après que Bharat est censé être politiquement indépendant. Si cette indépendance est authentique, alors les intérêts de qui la police protège-t-elle maintenant ? Si la démocratie a véritablement fait du peuple les maîtres du pays, alors pourquoi ce même peuple manifeste-t-il ? Si, comme dans une démocratie, nous sommes les législateurs, qu'est-ce qui nous pousse à enfreindre les lois mêmes que nous avons créées ? Le moment est venu d'affronter ces questions directement, et nous – le peuple de cette terre, nous tous, simplement en tant qu'êtres humains – devons le faire nous-mêmes.

Dans ce contexte, nous devons examiner le vrai sens du mot « pays ». Un territoire habité par des êtres humains est ce que nous appelons un « pays ». Sans êtres humains, un pays ne peut pas exister. Par exemple, malgré son immense étendue, la lune n'est pas un pays car elle est inhabitée. Cela démontre le lien intime entre les « êtres humains » et le « pays ». Logiquement, alors, le développement d'un pays doit refléter le progrès de son peuple, car un pays ne peut pas avancer en laissant derrière lui ceux qui le constituent. On prétend souvent que la majorité des habitants de ce pays « accuse un retard » sur une échelle artificielle de progrès. C'est une fausse représentation délibérée. Pour perpétuer cette discrimination fabriquée, la majorité est intentionnellement maintenue dans un état de

désavantage. Dès la création de la société, les graines de la discrimination ont été soigneusement semées pour garantir qu'une minorité privilégiée puisse récolter les fruits du travail des masses laborieuses.

Si les personnes dont le travail est indispensable s'unissaient en un tout cohérent, la minorité privilégiée ne pourrait plus maintenir sa domination sur la vaste majorité de la société. Par conséquent, en favorisant la discrimination au sein de la population, ils ont été réduits à des individus fragmentés et affaiblis. En tant que tels, ils osent rarement remettre en question les souffrances qu'ils endurent depuis des siècles. Ce schéma persistera à moins que certaines idées traditionnelles profondément ancrées ne soient radicalement modifiées – et le pouvoir d'effectuer ce changement appartient au peuple lui-même. Pour changer le pays, il faut d'abord se changer soi-même, ce qui exige la capacité de penser de manière indépendante. Mais sans êtres humains, le concept même de pays est dénué de sens. Par conséquent, pour toute action humaine au sein d'un pays, le peuple lui-même en porte la responsabilité. Puisque « nous » est le pluriel de « je », je suis, en essence, le pays. Je l'ai directement créé. Sans moi, il ne peut y avoir de pays !

Quelqu'un pourrait demander: «Une idée apparemment si simple peut-elle vraiment améliorer l'état actuel du pays?» La réponse est un oui retentissant, car un changement en « je » signifie inévitablement un

changement dans le pays. Même alors, quelqu'un pourrait objecter : « Si cette idée est si puissante, alors la misère du peuple aurait pris fin depuis longtemps. De plus, le pays a considérablement progressé, réalisant même des avancées remarquables dans la technologie spatiale. Selon votre logique, cela devrait signifier une amélioration substantielle des conditions de vie du peuple. » En réponse, nous devons reconnaître que les avantages de ce progrès ne sont appréciés que par une infime fraction de la population, tandis que la grande majorité reste exclue. La famine, la malnutrition et le suicide sont encore monnaie courante au sein de la majorité. La cause profonde de cette disparité est simplement que l'idée « je suis le pays » n'a pas encore imprégné la société.

C'est précisément ce manque de conscience qui empêche la condition déplorable du pays de changer. Si le peuple s'éveillait à cette réalisation, cela créerait sans aucun doute un bouleversement important dans un système social bâti sur une exploitation impitoyable. Pour empêcher un tel scénario, un petit nombre d'exploiteurs rejettent délibérément cette idée comme utopique. Ils craignent que tout leur édifice corrompu ne s'effondre comme un château de cartes si le peuple reconnaissait sa véritable position dans la société. Mais la vérité est que cette idée n'est non seulement pas utopique, mais aussi une méthode remarquablement simple pour démanteler ce système soi-disant civilisé. Pour maintenir ce chemin évident caché, des efforts ont été faits depuis le début pour maintenir la majorité des

gens dans les ténèbres de l'illettrisme et de la pauvreté. Le moment est venu de trouver une issue, et nous devons tous tendre vers cet objectif, car nous sommes l'incarnation même de ce pays !

Pour comprendre l'état des choses dans ce pays sans recourir à des théories complexes, utilisons l'analogie d'une grande maison accueillant une fête animée. C'est la nuit, la maison est illuminée et les invités s'amusent. Soudain, avec une intention malveillante, quelqu'un coupe l'alimentation électrique principale. Toute la maison est plongée dans l'obscurité, et le chaos s'ensuit immédiatement. Les gens ont peur et essaient de s'échapper, mais l'obscurité les gêne, ce qui entraîne confusion et panique. Ils trébuchent les uns sur les autres, les meubles sont renversés et le désordre général règne. La question devient alors : comment échapper à ce chaos apparemment sans fin ?

Pour ceux qui ne connaissent pas l'électricité, résoudre ce chaos peut sembler incroyablement difficile. Certains pourraient même attribuer la situation à des traits humains négatifs tels que la mesquinerie et l'égoïsme. Cependant, la solution est remarquablement simple : il suffit de remettre l'interrupteur principal sur « marche ». Le simple retour de la lumière dissipera instantanément le chaos causé par l'obscurité. De même, la cause profonde de tous les problèmes de cette vaste terre se cache dans les ténèbres de l'ignorance au sein de nos esprits. Tant que cette ignorance ne sera pas éradiquée, ces problèmes persisteront indéfiniment, et nous

continuerons à nous battre comme des ennemis, incapables de nous reconnaître comme des amis dans l'obscurité. Mais nous devons comprendre : personne n'a délibérément éteint la lumière. Dans l'histoire de la civilisation humaine, la lumière de la conscience totale n'a jamais vraiment été allumée. C'est pourquoi la plupart des gens dans le monde ont été privés de pensée indépendante. Cependant, nous sommes déterminés à nous consacrer à cette tâche apparemment impossible de prendre conscience de notre véritable force intérieure. Et le moment est venu.

Pour commencer, examinons le nom de ce pays. Depuis les temps anciens, il était connu sous le nom de « Bharatvarsha ». Une civilisation a prospéré sur les rives du fleuve Sindhu, qui, dans les langues étrangères, est devenu la civilisation de la vallée de l'Indus. Cependant, même avant l'essor de cette civilisation, une civilisation très avancée existait déjà dans la partie sud de cette terre, comme en témoignent les descriptions de l'épopée du Ramayana. Pourtant, les envahisseurs étrangers, à leurs propres fins, ont inventé le terme « civilisation de la vallée de l'Indus » pour englober l'ensemble du territoire et ont nommé le pays « Inde ». Étrangement, même après l'« indépendance », cette grande terre ancienne est toujours officiellement appelée « Inde ». Bien que les individus puissent parfois avoir plusieurs noms, comment une seule terre peut-elle avoir deux noms officiels : « Inde » et « Bharat » ?

Un exemple frappant de notre asservissement profondément enraciné se trouve dans la Constitution elle-même, où le pays est nommé « Inde, c'est-à-dire Bharat ». Il est révélateur que la formulation ne soit pas « Bharat, c'est-à-dire Inde ». Le nom « Inde » est priorisé, vraisemblablement pour la commodité de nos anciens dirigeants britanniques. Puisque nous nous déclarons véritablement indépendants, nous devrions adopter « Bharat » comme seul nom de notre pays, rejetant « Inde ». Beaucoup ont étudié le « Mahabharat », mais personne n'a jamais entendu parler de quelque chose appelé « MahaInde ». Bannissons le terme « Inde » de notre Bharat, car il n'est rien de plus qu'une marque de notre ancien esclavage.

Parce que la bougie de la véritable conscience n'a jamais été allumée, le peuple n'a jamais vraiment connu la liberté. Dès le début de la société organisée, le pouvoir de contrôle a été confié aux mains du « roi ». Ses ordres devenaient loi ; sa parole était définitive. Mais nous ne reconnaissons pas que la « royauté » même du roi, la source supposée de toutes les lois, est elle-même fondamentalement illégitime. Réitérons-le : nous aborderons cette question directement, sans recourir à des théories alambiquées ou élégantes.

Pour illustrer cela, imaginons une journée à l'époque préhistorique, avant même la formation de la société humaine. Une petite rivière coule, et sur sa rive se dresse un manguier. Un homme grimpe à l'arbre, cueillant des mangues. À une courte distance, un autre

homme pêche. Un troisième homme apparaît alors. Après les avoir observés un instant, il s'approche de l'homme dans l'arbre et lui demande : «Que cueilles-tu, mon ami?» L'homme répond: «Des fruits. Veux-tu en goûter un?» L'étranger prend une mangue mûre, la trouve délicieuse, remercie l'«homme-mangue», puis se rend chez le pêcheur. Après un échange similaire, il reçoit un poisson en cadeau et remercie l'«homme-poisson».

Le lendemain, l'étranger revient, cette fois avec un ami. Ils rendent d'abord visite au cueilleur de mangues. En apprenant que le nouveau venu veut aussi goûter des mangues, l'homme dans l'arbre partage ses fruits avec encore plus d'enthousiasme, se sentant honoré de le faire. Ils répètent ensuite le même processus avec l'homme-poisson. Remarquez qu'en consommant des mangues et du poisson sans aucun effort, les étrangers gagnent près du double de l'énergie des travailleurs. Les travailleurs dépensent environ la moitié de leur énergie à grimper à l'arbre ou à attraper du poisson, tandis que les étrangers n'en dépensent aucune. De cette façon, par la tromperie, la troisième personne devient progressivement plus puissante en consommant les fruits du travail des autres. À mesure que sa force et son influence grandissent, les gens commencent à le craindre. Ce qui était autrefois donné librement par faveur devient avec le temps un « argent de protection » obligatoire, l'établissant finalement comme le législateur et le roi. Cela marque le début de l'exploitation du peuple par le roi sous le couvert de l'« État de droit ».

Cet individu rusé a commencé sa « royauté » par la tromperie – en d'autres termes, illégalement. Ce qui avait commencé comme des actes de charité, donnés de bonne volonté, s'est transformé en la collecte forcée de revenus, ou d'impôts. Diverses politiques ont été mises en œuvre au fil du temps pour assurer la bonne perception de ces impôts auprès de la population. L'un de ces systèmes, aujourd'hui élevé au rang de quasi-écriture sainte, est appelé l'économie. Puisque « la force fait le droit » est le principe dominant, le roi ne peut pas se tromper et est toujours considéré comme incontestablement correct. La loi étant la volonté du souverain, les sujets respectueux des lois sont obligés d'obéir au roi.

Le peuple n'a pas accepté volontairement la souveraineté du roi ; il a été contraint à la soumission par la force brute. Cependant, le roi est parfaitement conscient que son existence dépend entièrement de la présence de sujets obéissants. Le fait que ces sujets ne réalisent pas qu'ils sont la véritable source de tout pouvoir, qu'ils sont tous égaux et appartiennent à la même famille humaine, a créé une division entre eux dès le début de ce système d'exploitation. Au-delà des distinctions entre riches et pauvres, instruits et non instruits, hauts et bas, d'innombrables autres catégories artificielles ont été méticuleusement fabriquées, inventant différentes religions, castes, etc. De cette façon, les gens ont été divisés en d'innombrables groupes, des divisions qui n'ont jamais existé et ne pourraient jamais exister dans la nature. Les sujets

naïfs, préoccupés par des luttes intestines insensées, n'ont pas reconnu cette manœuvre rusée du roi. C'est ainsi que les tentacules de la monarchie ont complètement consumé la société humaine. À la lumière de cela, il est important de reconnaître que le terme « pauvre » est un terme impropre. Conventionnellement, une personne est qualifiée de « pauvre » si elle lutte quotidiennement pour sa survie – par exemple, un mineur de charbon. Risquant sa vie chaque jour, il descend dans la mine pour extraire du charbon. Sans charbon, pourrait-il y avoir des centrales électriques au charbon ? Les industries massives qui dépendent du charbon pourraient-elles même exister ? En fin de compte, la véritable source de cette immense richesse est ce même travailleur « pauvre ». Comment, alors, pouvons-nous oser appeler le créateur même d'une richesse aussi colossale « pauvre » ?

Examinons maintenant le mot « non instruit ». Comment pouvons-nous, les soi-disant « instruits », qualifier un agriculteur ou un cordonnier de non instruit ? Il ne nous vient jamais à l'esprit que nous, qui nous vantons de notre éducation, ne pouvons pas accomplir les tâches qu'un agriculteur ou un cordonnier réalise avec aisance. Ne sommes-nous pas, alors, également analphabètes dans leurs compétences ? La raison pour laquelle ils manquent souvent d'éducation formelle est qu'on leur a refusé de telles opportunités. C'est comme briser délibérément la jambe de quelqu'un et ensuite le plaindre pour son « malheur ».

La soi-disant démocratie a suivi la monarchie. Poussés par l'envie du pouvoir du roi, certains individus ont conspiré pour prendre le contrôle. Ils ont compris que le véritable pouvoir réside dans le peuple, ils ont donc utilisé le mot « demos » (peuple) dans « démocratie », transmettant ostensiblement l'idée que le peuple gère directement les affaires du pays. Cependant, la réalité est que la « démocratie » n'est qu'une autre forme de monarchie. La seule différence est qu'au lieu d'un seul roi, comme dans une monarchie, il y a plusieurs « ministres » dans une « démocratie ».

Tout comme les chaînes de l'esclavage devaient être maintenues pour faire respecter l'autorité du roi, de même, dans les soi-disant démocraties, toutes les lois de l'ère monarchique ont été conservées pour assurer le pillage ininterrompu du peuple. Par conséquent, le rôle du peuple en tant que fournisseur de richesse reste inchangé, tout comme il l'était sous la monarchie. Par conséquent, l'idée largement répandue selon laquelle « nous sommes tous rois » dans une démocratie est pure fantaisie poétique, sans aucun fondement dans la réalité. En « démocratie », on dit que les représentants du peuple « dirigeront » les affaires du pays, mais en pratique, certains individus choisis par les partis politiques « gouvernent » le pays. Ce n'est pas une coïncidence si nous utilisons encore le terme « parti au pouvoir ». Personne ne se demande comment des « dirigeants » peuvent exister après que la « liberté » a été atteinte, ni même la pertinence du mot «gouvernement» dans une « démocratie ».

Des élections ont lieu dans ce pays conformément à la loi de 1951 sur la représentation du peuple, mais ceux qui « concourent » à ces élections ne sont pas de véritables représentants du peuple. Dans presque tous les cas, ils sont contrôlés par un parti politique ou un autre. Par conséquent, leur principale responsabilité incombe à leur parti, et non au peuple. Il serait raisonnable de supposer que tous les candidats aux élections donnent la priorité au bien-être des citoyens du pays. Il serait également raisonnable de s'attendre à ce que les partis politiques aient des plans clairs et bien définis pour atteindre cet objectif. Si cela était vrai, pourquoi y a-t-il une telle concurrence intense pour « gagner » les élections? Prenons une simple analogie : si plusieurs personnes discutaient de la meilleure couleur pour peindre une maison, l'une pourrait suggérer le blanc, une autre le rose et une troisième le gris. Pourtant, tous partageraient vraisemblablement l'objectif commun de rendre la maison belle. S'ils ne sont pas ennemis, pourquoi ce même esprit de collaboration n'existe-t-il pas en politique? Ce n'est pas le cas car le maintien d'une hostilité mutuelle est essentiel pour perpétuer le statu quo d'exploitation. Par conséquent, il est clair que sans un changement fondamental du système étatique, un véritable progrès et une amélioration de la condition du peuple sont impossibles. Pour réaliser ce changement, nous devons d'abord éliminer les sources de nos faiblesses.

Nous nous demandons souvent comment un seul individu peut changer l'inertie d'un système entier.

Premièrement, nous ne reconnaissons pas que l'état actuel du pays est une conséquence directe de notre inaction collective. Cette inertie prendra inévitablement fin une fois que nous commencerons à agir. Deuxièmement, je ne suis pas seul. Plus d'un milliard trois cents millions de « je » constituent ensemble l'« Inde » actuelle. Chaque « je » est intimement lié aux autres, tout comme les innombrables cellules qui forment le corps humain. Lorsque le corps est blessé, le corps entier réagit d'un coup, et des billions de cellules travaillent ensemble pour se défendre contre l'agression. Cela démontre l'immense énergie d'une seule cellule lorsqu'elle est connectée à d'autres cellules. De même, chacun de nous est un vaste réservoir d'une énorme puissance, dont nous sommes largement inconscients.

Lorsque tous les habitants de cette terre réaliseront que nous sommes tous membres de la même famille et que nous nous complétons, notre conscience collective s'éveillera. Tout comme dans une famille idéale, il n'y a pas de place pour la corruption, de même, il n'y aura aucune raison pour que la corruption existe dans le pays. Tout comme un problème est partagé par tous les membres d'une famille, nous partagerons également chaque problème qui survient dans n'importe quelle partie du pays. Personne ne mourra de faim nulle part. Cela éradiquera simultanément toutes les causes de haine, d'envie ou de jalousie de l'esprit des gens.

De plus, puisque la place de l'humanité dans le monde est considérée comme primordiale, l'argent devrait occuper une position subordonnée. Cependant, le contraire est vrai en réalité, nous devons donc consciemment réévaluer le rôle de l'argent. Rien ne devrait être au-dessus de l'humanité, pas même l'argent. Puisque la « démocratie » est un terme impropre, donnons à ce système idéal un nouveau nom. L'existence du peuple constituant un pays, nous avons inventé le terme « GANASATTA » en bengali pour signifier que dans un tel État, le peuple jouera le rôle suprême dans tous les aspects de la gestion du pays.

Dans une soi-disant « démocratie », le rôle du peuple est réduit à celui d'« électeurs », tandis que le pouvoir réel de les gouverner repose sur les représentants « élus ». Une fois que ces représentants sont « élus » – par quelque moyen que ce soit, juste ou injuste – ils s'emparent du contrôle total du système, et le peuple devient de simples observateurs silencieux de leur malheur.

Sous la GANASATTA, cet état de fait sera radicalement modifié. Le peuple exercera son véritable pouvoir même après les élections. Un amendement approprié à la loi électorale sera promulgué par les autorités compétentes, garantissant qu'un représentant élu n'occupe ses fonctions qu'au bon vouloir des électeurs. Cela signifie que le peuple aura le pouvoir de rappeler un représentant élu chaque fois qu'il le jugera nécessaire, éradiquant ainsi la corruption à sa racine.

Même la simple possibilité d'un tel rappel améliorera considérablement la situation en envoyant un message clair aux personnes en fonction.

Une fois la GANASATTA fermement établie, chacun de nous réalisera progressivement que notre existence dépend entièrement du bien-être des autres. Nous ne sommes ni au-dessus ni en dessous de quiconque ; tout le monde est également important. Par conséquent, il n'y aura aucune hostilité entre nous, tout comme il n'y a aucune inimitié entre les billions de cellules du corps humain. Il est essentiel de se rappeler que le pied, le cerveau et chaque autre partie du corps sont composés des mêmes cellules, ce qui les rend tout aussi vitaux. Pourtant, cette harmonie naturelle est absente de la société humaine. La raison est simple : depuis des temps immémoriaux, pour empêcher le peuple de s'unir, des divisions ont été artificiellement créées par les « rois » à travers des étiquettes et des classifications superficielles. C'est pourquoi le véritable être humain reste caché sous le slogan trompeur et multicolore de l'« Unité dans la diversité ». Lorsque ce véritable être humain s'éveillera et prendra le contrôle, la GANASATTA sera établie, et dans la GANASATTA réside l'avenir du monde.

Pour établir un tel système social, un parti politique appelé « Mai Hee Bharat » (Je suis Bharat) a été formé. Parce que nous sommes convaincus que tous les habitants de cette terre appartiennent à la même famille, il ne peut y avoir d'obstacles réels, car nous désirons

tous le progrès global du pays. Veuillez vous joindre à nous et avançons ensemble. L'avenir de ce pays – qui est aussi notre avenir – sera exactement tel que nous l'envisageons, car sans nous – sans moi – Bharat n'existe pas.

Mai Hee Bharat!

## **UN EXTRAIT DE LA CONSTITUTION DE MAI HEE BHARAT :**

### **«Article II. Buts et objectifs**

Le but et l'objectif central du Parti seront d'intégrer l'ensemble de la population de Bharat en une seule et grande famille. Tous les membres de ladite famille seront reconnus uniquement comme des êtres humains naturels individuels égaux à tous égards, sans tenir compte des marques de distinction externes et artificielles qui leur sont imposées en matière de religion, de race, de caste, de sexe, de statut social, etc., et qui les maintiennent perpétuellement divisés entre eux.»

Le Parti croit fermement que la cause profonde des souffrances des êtres humains habitant Bharat réside dans le fait que l'immense majorité d'entre eux est toujours tenue à l'écart du processus décisionnel principal, tandis qu'une poignée de personnes manipule les affaires du pays selon son propre choix, ignorant le

reste de la population et la considérant comme de simples chiffres plutôt que comme des êtres humains intelligents. Comme des décennies se sont écoulées sans produire de changement matériel, il est donc grand temps que le peuple lui-même prenne directement le contrôle de la situation afin que Bharat puisse exceller dans tous les domaines.

Comme seul la présence d'habitants humains transforme un territoire en pays, chaque habitant de ce pays est, en réalité, synonyme de Bharat. Une telle réalisation qu'il est lui-même Bharat peut insuffler une énorme confiance à chaque individu pour qu'il s'avance gracieusement dans la tâche sacrée de la construction de la nation. D'où le nom du Parti :«MAI HEE BHARAT» (Moi seul suis Bharat).

Guidé par ce thème central, le Parti entreprendra la ligne de conduite suivante :

En accordant le plus grand respect à la souveraineté d'un être humain libre et en réalisant que chacun d'eux a un héritage commun et est l'un des maîtres de cette terre sans l'ordre exprès duquel rien ne doit bouger dans ce pays ;

que la pauvreté, l'illettrisme, les discriminations sociales, etc., qui ne sont que des ingrédients de friction causant l'inimitié entre les individus, sont intentionnellement créés pour les maintenir sous une sujétion perpétuelle à des fins d'exploitation ;

que l'individu qui est décrit comme pauvre n'est pas pauvre, au contraire, il est la seule source de richesse ;

que les dispositifs d'asservissement des sujets mis en place pendant la domination coloniale sous le nom de soi-disant «lois» sont toujours en vigueur avec tous leurs tentacules suceurs de sang, même si l'on dit que le peuple est libre ; et

réalisant en outre que tout système existant doit être subordonné aux vœux communs du peuple et ne peut agir comme un moyen de domination,

Mai Hee Bharat sera ardemment instrumental à tous égards pour changer radicalement les systèmes sociaux, économiques, politiques et juridiques en vigueur en appelant chaque habitant de Bharat à s'avancer gracieusement et à s'occuper des affaires du pays depuis une position de force et de confiance.